

ARRÊTÉ

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL. Aux abords de la RD27 - route de Saint Martin de Crau, dans le cadre de travaux Telecom. A compter du 17 février 2022, pour une durée de 25 jours calendaires. Société Circet.

Le Maire de MAUSSANE LES ALPILLES,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2212-5 et L2213-1,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R411-21-1 et R411-25,
- Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'ensemble des arrêtés municipaux portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune,
- Vu la demande présentée par l'entreprise Circet, visant à être autorisée à occuper le domaine public, aux abords de la RD 27 - route de Saint Martin de Crau dans le cadre de la réalisation de travaux TELECOM,
- **Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise CIRCET est autorisée à occuper le domaine public, aux abords de la RD 27 - route de Saint Martin de Crau dans le cadre de la réalisation de travaux TELECOM, à compter du 17 février 2022 et pour une durée de 25 jours calendaires.

Article 2 : Au terme de l'autorisation, le permissionnaire devra impérativement enlever tous matériaux et objets et rétablir la voie publique et ses dépendances dans leur état initial.

Article 3 : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L'entreprise CIRCET,
- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- La Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques.

Maussane les Alpilles le 16 février 2022

Pour le Maire absent ou empêché,
Marc FUSAT 1^{er} adjoint



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat